

L'ÉVÉNEMENT

SYNDICAL

N° 37/38

22^e année • mercredi 11 septembre 2019

l'hebdomadaire du syndicat **UNIA**

Place de la Riponne 4 • 1005 Lausanne • tél. 021 321 14 60 • redaction@evenement.ch • www.evenement.ch

JAA CH-1005 Lausanne P.P. / Journal Poste CH SA



PHOTOS NEIL LABRADOR, THIERRY PORCHET, ERIC ROSSET

HAUSSE DES SALAIRES POUR TOUS, ET PLUS POUR LES FEMMES!

Le travail doit être payé à sa juste valeur. Après l'immense mobilisation du 14 juin, une augmentation supplémentaire est exigée pour les femmes. **PAGE 3**

POINT DE MIRE

Pas dupes

Sylviane Herranz

Étrange agenda... La semaine passée, le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) a tenu un «point presse» au titre alarmiste: «La Suisse est-elle face à une récession?». Un titre alimentant les craintes exprimées ces derniers temps dans le monde de la finance, face à une Allemagne en perte de vitesse et à la guerre commerciale entre grandes puissances emmenée par un président américain sans foi ni loi. Revenons au Seco. Son point presse, convoqué trois jours avant, a accouché d'une souris. En guise de récession, c'est face à un «fléchissement de la conjoncture» que l'économie suisse s'est trouvée durant le premier semestre de cette année. Fléchissement n'est pas récession, bien sûr. Mais à trop fléchir... Le choix des mots est

pesé, pour ne pas crier à la bonne marche des affaires. Et le Produit intérieur brut a tout de même progressé de 0,4% au premier trimestre 2019 et de 0,3% au second.

Au-delà des chiffres, cette manière d'instiller la peur n'a peut-être rien d'anodin... Le lendemain du rendez-vous du Seco se tenait la conférence de presse de l'Union syndicale suisse (USS). Une conférence convoquée une semaine auparavant pour présenter les revendications salariales des travailleurs. Et là, la vision est tout autre. Bien sûr, il y a de l'insécurité au niveau international. Mais la Suisse se porte bien, et même très bien, dit l'USS. Preuve en est la nette croissance économique connue ces trois dernières années. Des bénéfices en hausse pour les entreprises, dans le secteur financier et la construction, mais aussi dans l'hôtellerie-restauration ou certaines enseignes du commerce de détail. Le nombre de postes vacants n'a jamais été aussi élevé depuis 10 ans. La productivité a augmenté d'environ 1%. Même l'industrie, qui a donné des signes de ralentissement, s'attend à une légère croissance des exportations. Tout augmente ou presque. La seule chose qui ne suit pas la courbe ascendante, ce sont les salaires. Non seulement ils stagnent. Mais ils ont aussi perdu 0,6% de valeur réelle ces deux dernières années. Sans compter l'im-

mense perte de pouvoir d'achat due à la hausse des primes maladie.

Partant de ce constat, l'USS et ses syndicats, notamment Unia et Syndicom, passent à l'offensive pour les négociations salariales de cet automne, afin que ces pertes de salaire et de pouvoir d'achat soient compensées par une hausse générale de 2%. Et pour que le trou de l'inégalité salariale – les femmes touchent chaque mois en moyenne 657 francs de moins que les hommes – soit peu à peu comblé avec une hausse supplémentaire de 50 francs au moins pour les travailleuses, et même de 200 francs dans certaines branches de l'industrie. Et si le choix de la date du point presse du Seco, juste avant le lancement par l'USS de son offensive contre le frein sur les salaires, n'était pas anodin? Il arrive comme une aubaine pour les patrons qui pourront crier misère et évoquer la récession qui pointe à l'horizon pour ne pas donner un centime de plus à ceux et celles qui produisent leur richesse. Ne soyons pas dupes, et ne lâchons rien sur ces augmentations salariales justifiées. Le seul risque est pour les patrons. C'est celui de réaliser un peu moins de profit et d'aller vers une meilleure répartition des richesses. Et c'est bien ce qui leur fait peur. ■

PROFIL

Hadi Barkat, mille et une idées ludiques.

PAGE 2

NYON



Tous aux urnes pour les vendeuses!

PAGE 5

ÉCOLE

Lutte contre les stéréotypes de genre.

PAGE 6

CLIMAT

Les syndicats rejoignent le mouvement.

PAGE 7

Sonya Mermoud

Dans sa valise, plusieurs coffrets de jeux de société que le fringant quadragénaire part présenter dans un salon parisien. Entre deux trains et avant un rendez-vous avec des collègues, Hadi Barkat, pressé par un agenda chargé, a accepté une rencontre express à Lausanne, sans se départir de son sourire. L'occasion de lever un pan de voile sur le parcours atypique de cet homme sympathique qui partage sa vie entre la capitale vaudoise et Bâle où il habite avec son épouse et leurs deux filles de 7 et 9 ans. D'origine algérienne, Hadi Barkat est le fondateur et directeur d'Helvetiq, une maison d'édition de jeux de société et de livres lancée en 2008. L'histoire de la start-up est directement liée à la trajectoire de son créateur. Un an plus tôt, cet ingénieur en informatique formé à l'EPFL entame une procédure de naturalisation. Dans l'antichambre commu-

«J'ai toujours aimé créer, mener des projets de A à Z. Du coup, mon hobby est devenu mon métier»

nale où il patiente avec d'autres candidats en vue de passer son examen, une discussion s'ouvre. «Plusieurs d'entre eux m'ont demandé comment je m'étais préparé. La plupart avaient trouvé la démarche difficile. J'ai alors eu l'idée de créer Helvetiq, un jeu sur la Suisse, pour faciliter l'apprentissage des matières à connaître», raconte celui qui obtiendra le passeport rouge à croix blanche.

DÉSINTOXICATION DIGITALE

A la grande surprise de Hadi Barkat, le succès du quiz Helvetiq est au rendez-vous, avec quelque 3000 premiers exemplaires vendus – aujourd'hui le chiffre a été multiplié par dix. De quoi donner l'envie à son inventeur de poursuivre l'aventure. «J'ai toujours aimé créer, mener des projets de A à Z. Du coup, mon hobby est devenu mon métier», souligne l'homme confiant, au passage, son admiration pour le système politique suisse. «Un modèle très intéressant. Pas de grands leaders. Une certaine lenteur mais des réalisations concrètes et des minorités qui parviennent à vivre ensemble.» De fil en aiguille, Helvetiq prend de l'ampleur pour compter aujourd'hui quelque 80 créations ludiques qui ont trouvé leur public. Un engouement que Hadi Barkat explique par le caractère social et souvent intergénérationnel de ces supports largement améliorés



THÉRY PORCHET

«La vie est un terrain de jeux», estime Hadi Barkat.

MILLE ET UNE IDÉES LUDIQUES EN TÊTE

Depuis une dizaine d'années, Hadi Barkat édite des jeux de société et des livres. Une voie que la naturalisation lui a inopinément ouverte

par rapport au sempiternel Monopoly d'antan... «Ces jeux sont aussi des moments de désintoxication digitale», rigole encore l'entrepreneur qui propose, en plus du divertissement pur, des créations à portée pédagogique. Comme un des derniers-nés, «Cap sur la confiance». «J'ai eu un véritable coup

de cœur pour cette proposition où l'on passe une heure à résoudre des problèmes d'ordre scolaire, professionnel ou privé. Et en découvrant qu'on peut tous se développer dans différents domaines», précise le responsable d'Helvetiq élargissant ses activités, en 2010, à l'édition de livres.

PAS DE CHÂTEAU DE CARTES

«Notre créneau? Des publications richement illustrées consacrées à la jeunesse, aux voyages, à la gastronomie et aux essais.» A ce chapitre, on peut signaler la collection «Girl Power»: «En la lançant, j'ai pensé à mes filles, je veux en faire des débrouillardes, non

des princesses.» Ou les *Randos bière en Suisse romande*, un ouvrage diffusé à 45 000 exemplaires et décliné aussi en France, en Belgique et dans le Nord-Ouest américain. «Des idées, j'en ai beaucoup. Trop presque. Le quotidien m'inspire. Le mouvement physique aussi. J'accumule des objets dans des perspectives créatives. Et, bien sûr, je bosse avec les auteurs.» Mais si ce lecteur assidu et féru de montagne n'est jamais en panne d'imagination, pas question de mettre en péril sa société et ses dix employés. «Je prends des risques calculés. Je dois garantir les salaires. Je ne fais pas dans le château de cartes», illustre cet optimiste qui dit avoir aussi hérité du courage de son père, d'une certaine audace. «Il travaillait à la production de dattes à Biskra, en Algérie. Orphelin à 13 ans, il a dû trouver des moyens de survivre. Il est devenu fonctionnaire», raconte l'immigré voyageant pensivement dans ses souvenirs. «Il m'a poussé à suivre mes envies, quitte à sortir des sentiers battus. J'ai appris à agir sans peur. Ce n'était pas facile de venir étudier en Suisse.» Une destination qu'il a découverte en rendant visite à un oncle habitant alors près de l'EPFL. L'école polytechnique séduit le jeune homme. Emportant une brochure, il se fixe comme objectif d'y poursuivre sa formation après une adolescence qualifiée de studieuse et casanière par obligation en raison de la guerre civile. «Cette situation m'a appris à relativiser beaucoup de choses.»

LE BONHEUR, C'EST LES AUTRES

Son diplôme d'ingénieur en informatique en poche, Hadi Barkat travaillera, entre autres, dans un fonds capital-risque, voyagera beaucoup et vivra aussi aux Etats-Unis et au Danemark avant de s'installer avec sa famille dans la cité rhénane. Attaché à ses racines, le globe-trotter et polyglotte estime appartenir à deux cultures. «Je reste profondément Algérien mais aussi Suisse. C'est des couches qu'on accumule», indique le quadragénaire qui se trouvait à Alger en avril dernier et a participé aux manifestations. «J'espère que mon pays d'origine connaîtra davantage de liberté et de démocratie.» Des rêves, cet homme rayonnant en a également, comme celui de retourner à l'Université suivre des cours d'histoire, de sciences politiques ou des humanités. Curieux, doté d'une grande capacité d'adaptation, Hadi Barkat a tracé sa voie avec un enthousiasme persuasif, une belle énergie et un zeste de chance. «J'ai, modestement, toujours pris des décisions qui me correspondent et les ai assumées», résume encore celui pour qui, le «bonheur, c'est la santé et les autres» et la vie «un terrain de jeux» où il faut, si nécessaire, casser les règles, jouer sans se prendre trop au sérieux et se faire confiance. Des atouts dans ses mains... ■


DE BIAIS

Daniel Süri

Allez, je vais vous en raconter une bien bonne!

Généralement, après une introduction pareille, vous avez la moitié de votre lectorat qui est passée à un autre article...

Pour l'autre moitié, la voilà, la bien bonne: l'Union européenne, cherchant à accélérer les contrôles aux frontières, a développé un logiciel de détection automatique de mensonge. «iBorderCtrl», ça s'appelle. Un truc du tonnerre, à rendre jaloux Beijing et Xi Jinping. Et ça marche? Pour le site web de «iBorderCtrl», sans problèmes. Pour la journaliste italienne qui l'a testé, un peu moins. Elle s'est présentée en Hongrie et a dû répondre, par écran interposé, à 16 questions, du genre: nom, pays d'origine, durée du séjour, etc. Basique, quoi. Elle a répondu sans tricher, le logiciel suivant les microgestes et les expressions de son visage lors de cet entretien virtuel. Résultat des courses? Recalée, la citoyenne italienne! Madame était

TA CHAUSSETTE, LÀ, C'EST VRAIMENT UN ÉLÉPHANT?

jugée potentiellement dangereuse, le système estimant à tort qu'elle avait menti sur sa date de naissance, son passeport et sa destination. Pourquoi je vous en parle, de ce logiciel plein d'algorithmes, qui se goure grave? Parce qu'à la Manip (Mission d'action novatrice de l'industrie privée), sous la houlette de Carine Cordonnier-Cavin (dite Triple C), on avait décidé de libérer cette chère DRH de certaines tâches en recourant à l'intelligence artificielle, par exemple pour le recrutement. Vous vous présentez pour un poste? Le premier entretien d'embauche se passe face à un agent conversationnel, un «chatbot» dans le délicieux jargon de ces gens-là. Même topo que plus haut: l'intonation de la voix, les expressions faciales et le champ lexical vont être utilisés par l'intelligence artificielle (IA) pour faire un *matching*. Autrement dit, une équivalence avec le profil du poste. Et ce n'est que le début, puisque déjà certaines agences de recrutement emploient des applications qui vont fouiller la Toile à la recherche de mots clés correspondant

au poste. On vous passe les autres techniques aux vocables toujours plus exotiques, comme les *serious games*, les *stories recrutement* pour trouver les *soft skills*, sans oublier les capsules vidéo, tout cela remplaçant le désormais dépassé CV. Evidemment, un avenir aussi radieux ne va pas sans petits problèmes annexes. Comme ceux du programme – aujourd'hui abandonné – de recrutement d'Amazon, fondé lui aussi sur l'intelligence artificielle. Son apprentissage s'était fait, comme dans tous les programmes d'IA à partir des données fournies, à savoir celles des dix dernières années de recrutement d'Amazon. Et que croyiez-vous qu'il arrivât? Ben, notre bon gros programme (très) artificiellement intelligent écartait systématiquement toutes les candidatures féminines, puisque la plupart des embauchés étaient des hommes... Oh, mais c'est qu'il faut lui apprendre l'égalité à votre algorithme, monsieur Jeff Bezos! On espère que ceux de vos futurs voyages dans l'espace sont un peu mieux bidouillés...

Question égalité, on ne peut pas dire que les programmeurs et les mathématiciens qui bricolent programmes et algorithmes soient très pointus en la matière. Triple C devrait se méfier. Par exemple, la reconnaissance faciale, dont on vante tant les progrès et qui s'installe peu à peu dans les aéroports. Un test de sensibilité mené par un institut spécialisé a montré que l'un des meilleurs logiciels en la matière se trompait une fois sur 10 000 sur les visages de femmes blanches, mais une fois sur 1000 quand il s'agissait de femmes noires. Un biais qui se retrouve dans les autres logiciels d'IBM, Microsoft ou autre Face++: les mieux reconnus sont toujours les mecs blancs. Qui sont aussi ceux qui ont conçu cette belle informatique discriminatoire. Vous me direz que, jusqu'à ce que la Manip embauche une femme noire, de l'eau aura passé sous les ponts et que cet acte reste réservé à l'entreprise de nettoyage, qui n'a que faire de l'intelligence artificielle. Je vous l'accorde. Mais où va-t-on si on ne peut plus ricaner des miracles annoncés par les techno-

prophètes? Hein, où va-t-on, je vous le demande? A l'étage supérieur. Celui des réseaux neuronaux en informatique, le must de l'IA. On ne sait pas trop comment ils fonctionnent, mais les résultats sont quelquefois cocasses. Ainsi des images sans aucun sens pour un être humain sont identifiées comme des représentations d'animaux précis. Ou bien ils reconnaissent correctement un zèbre, mais s'ils n'ont pas emmagasiné suffisamment d'exemples, vous pouvez augmenter le nombre de pattes du bétail, cela reste toujours un zèbre. Même à huit pattes. A l'EPFL aussi, ils savent se marrer. Ils ont démontré qu'un système de réseaux de neurones profonds prenait l'image d'une chaussette... pour un éléphant. Bien sûr, la direction de la Manip avait clairement besoin d'un apport en neurones, mais de là à tenter une transplantation de ce genre de réseaux, y avait comme un problème. Même en demandant à Guido Ffreflin de mettre des chaussettes propres. ■

L'USS exige 2% de hausse générale des salaires, et plus pour les femmes!

Pour relancer la consommation, les syndicats suisses préconisent une hausse des salaires, et un rattrapage du retard salarial dont sont victimes les femmes. Aperçu des revendications par branche

Textes Manon Todesco

Qu'on se le dise, l'économie suisse se porte bien. Lors de sa conférence de presse annuelle sur les revendications salariales, l'Union syndicale suisse (USS) a rappelé que celle-ci avait connu une nette croissance au cours des trois dernières années. À l'inverse, les salaires réels, eux, ont reculé de 0,6%. Par conséquent, depuis 2015, la consommation par habitant (hors dépenses de santé) affiche une baisse réelle d'environ 0,7%. Une situation «injuste» selon les syndicats suisses, qui «met de plus en plus en péril le développement économique dans notre pays». Cela dit, des solutions existent, notamment la hausse des salaires.

«Dans un pays qui a connu ces deux dernières années une croissance économique forte, des marges bénéficiaires élevées pour les entreprises, un chômage modéré, des comptes publics nettement excédentaires et des salaires réels en régression, il existe des marges de manœuvre pour augmenter les salaires», constate Pierre-Yves Maillard, président de l'USS. Dans ce cadre, ce dernier a tenu à souligner l'importance des conventions collectives de travail et des instruments du partenariat social. «Si tout le monde reconnaît que le seul moyen de relancer durablement l'économie, c'est de redistribuer du pouvoir d'achat à la population, il faut des instruments de négociation collective à grande échelle pour le réaliser, poursuit le syndicaliste. Aucune entreprise isolée, même la plus grande, ne va prendre individuellement à sa charge une telle responsabilité macro-économique. Seules des branches organisées peuvent le faire. C'est pourquoi, il faut défendre et développer les instruments du partenariat social, les mesures d'accompagnement à la libre circulation et la régulation de la politique salariale.»

Si les rumeurs de récession économique et de crise internationale à venir sèment la peur dans les milieux économiques, l'USS est formelle: en Suisse, tout va bien. «La situation des

affaires est bonne dans presque toutes les branches ou, pour le moins, satisfaisante», assure Daniel Lampart, premier secrétaire de l'USS. «Les enquêtes du Centre de recherches conjoncturelles de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich le montrent. Les entreprises gagnent de l'argent, en particulier dans le secteur financier et dans la construction. Même dans l'hôtellerie, la restauration et certaines parties du commerce de détail, les choses vont mieux.» Pour les salariés, la charge de travail s'est accrue, mais rien ne s'est passé au niveau des salaires.

REVENDEICATION JUSTIFIÉE

C'est pourquoi les syndicats demandent des hausses salariales de 2%. «Ces hausses doivent être générales, c'est-à-dire concerner l'ensemble du personnel des entreprises», insiste l'économiste. Les syndicats justifient le montant de 2%, rappelant que ces augmentations substantielles des salaires réels ne sont pas seulement dans l'intérêt des employés, mais aussi de l'ensemble de l'économie suisse. «Le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) s'attend à un renchérissement de 0,6% en 2019, mais il n'inclut pas l'augmentation des primes d'assurance maladie. Une telle augmentation des salaires permettrait aux employés d'obtenir une hausse réelle de revenu de l'ordre de 1%. Si l'on considère qu'en 2017 et 2018, les salariés ont dû accepter une baisse du salaire réel, qui doit être compensée, on arrive à une augmentation de salaire de 0,33% par an; y compris 2019. Une augmentation générale des salaires de 2% n'est donc pas une revendication exagérée: elle correspond simplement à un ajustement modéré des rémunérations.»

Selon Daniel Münger, président de Syndicom, cet effort est à la portée des entreprises des branches Logistique, Médias et TIC (Technologie de l'information et de la communication) tels que La Poste, Swisscom, Salt, Ringier ou encore Tamedia, et ce malgré la baisse continue de la publicité dans les médias imprimés et la délocalisation accrue des travaux d'impression à l'étranger.



L'égalité salariale était au cœur de la grève des femmes du 14 juin comme ici à Neuchâtel. Les syndicats vont poursuivre la lutte et demandent, en vue des négociations qui débuteront cet automne, une hausse supplémentaire pour les femmes. Chaque mois, elles gagnent en moyenne 657 francs de moins que les hommes.

PLUS POUR LES FEMMES

À la suite de la grève des femmes du 14 juin dernier qui a mobilisé plus de 500 000 personnes dans toute la Suisse, les organisations syndicales sont déterminées à poursuivre la lutte. «La scandaleuse discrimination salariale des femmes nécessite des mesures supplémentaires», indique Vania Alleva, présidente d'Unia. C'est pourquoi le syndicat exige pour l'année 2020 une hausse générale des salaires d'au moins 2% pour toutes et tous, et au moins 50 francs supplémentaires pour les femmes. «Elles gagnent en moyenne 657 francs de moins par mois que les

hommes, ajoute la syndicaliste. Cela a des conséquences: plus d'une femme sur six doit s'en sortir avec un bas salaire qui suffit à peine pour vivre. À cela s'ajoute que les femmes effectuent la plus grande partie des tâches non rémunérées et travaillent à temps partiel.» Moins d'argent, moins de perspectives, moins de pouvoir, telle est la réalité de la plupart des femmes. À noter qu'Unia en demandera plus aux entreprises qui versent des salaires féminins particulièrement bas. «Par ailleurs, nous exigeons des contrôles systématiques des salaires dans toutes les entreprises et des mesures efficaces pour éliminer

sans délai la discrimination salariale», termine Vania Alleva.

De son côté, Syndicom exige que les entreprises instituent un point de contact au sein de l'entreprise où les employés peuvent faire vérifier s'ils subissent une inégalité salariale. La Poste, notamment, mettra en place une telle instance. «Car malgré les mesures déjà prises, telles que la publication de tableaux de salaires équitables, la transparence salariale reste très difficile pour établir des comparaisons salariales en Suisse», termine son président. ■

APERÇU DES REVENDEICATIONS SALARIALES POUR LES BRANCHES D'UNIA

Toutes les branches: au moins +2% pour toutes et tous, et au moins 50 francs supplémentaires pour toutes les femmes.
Second œuvre: +2% et augmentation des salaires minimums de 2%.

Commerce de détail: +2% à titre général.

Coop: +2% pour toutes et tous, une analyse des salaires et un plan directeur transparent avec les moyens supplémentaires nécessaires pour corriger les inégalités salariales entre les hommes et les femmes.

Shops de stations-service: +150 francs sur tous les salaires minimums et introduction d'un salaire minimum au Tessin.

Branches de la coiffure: introduction progressive d'un 13^e salaire.

Hôtellerie-restauration: +2% sur tous les salaires minimums.

Industrie agroalimentaire et industrie MEM: +120 francs ou +2%, et 200 francs en plus pour toutes les femmes avec un salaire inférieur à 4000 francs.

Chimie/Pharma: 120 francs (x13) à titre général ou 2% à titre général, augmentation supplémentaire de 200 francs (x13) pour les femmes, augmentation des salaires des apprentis de 100 francs (x13). ■

Allongement du temps de travail: victoire d'étape

Sylviane Herranz

Reculer pour mieux sauter? L'avenir nous le dira. Mais il y a dix jours, les syndicats ont marqué une victoire d'étape dans la lutte contre l'allongement du temps de travail voulu par deux initiatives parlementaires déposées au Conseil des Etats en 2016, l'une de la PLR saint-galloise Karin Keller-Sutter et la seconde du PDC lucernois Konrad Graber. La première prévoyait notamment de libérer le personnel dirigeant et les «spécialistes», terme des plus vagues, de l'obligation de saisir le temps de travail. La seconde entend instaurer une flexibilisation de la loi avec une extension de la durée hebdomadaire et une annualisation du temps de travail. Le 30 août, la Commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats

(CER-E) a donc recommandé le classement de l'initiative de Karin Keller-Sutter, tout en indiquant qu'elle souhaitait «travailler uniquement sur le projet de loi développé dans le cadre de l'initiative parlementaire 16.414», soit celle de Konrad Graber. Un projet dont l'examen est suspendu dans l'attente de la publication, prévue pour cet automne, d'une étude du Seco sur les conséquences d'un premier allègement de la saisie du temps de travail entré en vigueur en janvier 2016. Pour l'Union syndicale suisse (USS), cette proposition de classement de l'initiative de Karin Keller-Sutter est le fruit de la résistance des syndicats et de médecins contre l'allongement de la durée du travail. «En faisant cela, analyse l'USS dans un communiqué, la commission admet que ses projets d'une dérégulation de grande am-

La Commission de l'économie du Conseil des Etats propose l'abandon de l'initiative Keller-Sutter

pleur de la Loi sur le travail sont inappropriés. L'initiative exigeait l'abandon, dans une large mesure, de l'enregistrement du temps de travail. Selon l'Enquête suisse sur la population active (ESPA), au moins 26% des salariés auraient été touchés. On les aurait tout simplement privés de l'outil qui permet de vérifier si les durées maximales de travail sont respectées et si des heures supplémentaires sont effectuées.»

SEMAINES DE 67 HEURES...

La faïtière syndicale appelle le Conseil des Etats à suivre la recommandation de sa commission et à enterrer ce démantèlement de la protection des salariés. Une étape nécessaire, mais pas suffisante, estime l'USS, qui exhorte la commission à abandonner également le projet de Konrad Graber, lequel prévoit notamment d'augmenter la durée

maximale de travail, jusqu'à 67 heures par semaine, et d'affaiblir davantage l'interdiction du travail du dimanche. «Alors que des études démontrent l'augmentation constante du stress au travail et que les personnes en burn-out sont de plus en plus nombreuses, il faut viser à plus de protection des salariés, et non moins comme semble toujours l'envisager la CER-E», souligne l'USS. Rappelant qu'outre les syndicats et des médecins du travail, des Eglises et des Cantons s'opposent à ces mesures. «Si le Parlement devait maintenir le projet, les syndicats le combattraient par tous les moyens», prévient la faïtière. ■

BRÈVE

FEMMES INÉGALITÉS CRIANTES EN VALAIS

Les écarts de salaires entre les femmes et les hommes sont plus élevés en Valais (19,4%) qu'à l'échelle nationale (14,6%), surtout dans les fonctions de cadres (22,9%) et chez les travailleurs de plus de 50 ans (25,8%). C'est le constat de l'analyse des données valaisannes tirées de l'enquête suisse sur les salaires 2016 de l'Office fédéral de la statistique, indique le Canton du Valais dans un communiqué. Les inégalités salariales sont, de surcroît, particulièrement importantes dans les branches de fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques et horlogers (36,1%), dans les activités liées à l'emploi (34,2%) et celles touchant aux finances et aux assurances (30,1%). ■ AA

NYON: L'OUVERTURE DES COMMERCES DANS LES URNES

La population nyonnaise décidera le 22 septembre des conditions de travail du personnel de la vente

Aline Andrey

C'est avec le slogan «18h c'est assez, 19h c'est trop!» que le comité référendaire appelle à voter non le 22 septembre à une extension des horaires d'ouverture «exagérée et injustifiée» le samedi. Une heure supplémentaire, sans compensation, qui dégradera encore un peu plus les conditions de travail, la santé et la vie de famille du personnel de vente. Cette votation s'inscrit dans le cadre d'un référendum lancé par des vendeuses et des vendeurs, Unia, le Parti socialiste, les Verts et le POP, qui a débouché sur un nombre record de signatures: 3554, alors que 2006 paraphes étaient suffisants. Comme l'indiquait le secrétaire syndical, Komla Kpogli, dans nos colonnes: «C'est un très beau message envoyé par la population nyonnaise. Contrairement à ce que prétend la Société industrielle et commerciale (SIC), les habitants ne souhaitent pas cette ouverture

prolongée. Ce n'est pas une heure supplémentaire le samedi qui empêchera les clients d'aller faire leurs courses en France voisine.» Pour les référendaires, les extensions d'ouverture ne profitent finalement qu'aux grands distributeurs, au détriment des petits magasins. De surcroît, elles ne génèrent pas de création d'emplois, mais augmentent la flexibilisation des horaires, empiétant encore les conditions de travail du personnel de vente.

MOBILISATION DU 14 JUIN

Les vendeuses et les vendeurs, à l'occasion de la grève des femmes le 14 juin, ont manifesté à Nyon contre l'extension des horaires. Jeanne, vendeuse dans une grande surface, rappelait alors le durcissement des conditions de travail: «A l'époque, on était plus de 50 caissières. Aujourd'hui, nous sommes moins de 20. Ils veulent économiser sur tout, les personnes partant à la retraite ne sont pas remplacées. Quand ils peuvent licencier quelqu'un, ils le

font. Nous avons énormément de pression. Tous les matins, on nous dit qu'il faut faire du chiffre, du chiffre... Un des arguments de ceux qui veulent l'extension à 19h est que les gens ont le droit de faire la grasse matinée. Et nous, nous n'y avons pas droit? Et pas le droit de profiter de nos familles? En cette journée de grève des femmes, nous avons toutes les mêmes revendications: nous devons être reconnues, respectées, sinon nous n'avons plus de vie.» Patricia, membre du comité référendaire, soulignait quant à elle: «En tant que vendeuse senior, c'est important de me battre contre cette extension. Je le fais pour mes jeunes collègues. Je le vois, de plus en plus d'auxiliaires à bas salaires sont engagées. Nous devons lutter pour ces femmes, ces mamans qui travaillent. On tente de banaliser les extensions d'horaires, mais on se rend bien compte qu'à partir d'une certaine heure, il n'y a plus personne dans les magasins. Une heure de plus n'est pas la solution aux problèmes du commerce de détail.» Pour rappel, ce référendum a été lancé à la suite du passage en force de la

Municipalité de Nyon suivie de la majorité de droite du Conseil communal pour accéder à une demande de la SIC le 1^{er} avril. Une semaine plus tard,

une septantaine d'employés de la vente avaient assisté à l'assemblée organisée par Unia. Et voté à l'unanimité le lancement du référendum. ■



Des vendeuses nyonnaises combattives!

Non à la privatisation du nettoyage

Le Syndicat des services publics dénonce la privatisation du secteur du nettoyage sur un site de l'Hôpital fribourgeois et le dumping salarial qui menace

Sonya Mermoud

Le personnel du secteur du nettoyage de l'Hôpital fribourgeois (HFR), site de Tavel, a été informé à la mi-août d'un changement d'employeur. La direction de l'établissement médical a en effet décidé de confier la gestion de ce domaine à l'entreprise ISS. Une annonce parvenue à la majorité des salariés via un simple appel à leur domicile, au cœur des vacances. Cette situation est dénoncée par le Syndicat des services publics (SSP) qui s'oppose à la privatisation programmée. «Sept employés maintenus artificiellement sous contrat à durée déterminée (CDD), pour la plupart depuis de nombreuses années, perdraient leur job», argumente le SSP, avant de nuancer ses propos: «Ils auraient certes la possibilité d'être réengagés par ISS,

mais avec des pertes salariales considérables: les salaires d'ISS sont en effet inférieurs de 1500 à 2000 francs par mois à ceux qui sont actuellement versés par l'HFR. Ce serait donc un véritable dumping.» Le sort des douze autres collaborateurs inquiète aussi le syndicat. «Ils pourraient poursuivre leur activité avec un contrat les liant à l'HFR, mais sous les ordres d'ISS. Des salariés au bénéfice d'un contrat de droit public, mais travaillant pour une boîte privée, c'est une première!» s'indigne le SSP, estimant encore que leur emploi, alors, ne tiendra qu'à un fil. L'organisation des travailleurs est d'autant plus fâchée qu'aucune consultation des salariés ni de leurs représentants n'a été au préalable effectuée, contrairement à ce que prévoit la Loi sur le personnel censée intégrer les collaborateurs au processus décisionnel.

Même la responsable d'équipe n'a pas été associée à la démarche. Pire, elle a appris la nouvelle après ses collègues. Dans ce contexte, et sur mandat des nettoyeurs, le SSP annonce qu'il va saisir l'organe de conciliation et d'arbitrage. «Le personnel demande le maintien du nettoyage de l'HFR, site de Tavel, dans le giron du service public et la pérennisation des CDD en contrats à durée indéterminée. Pour mémoire, en cas d'absence de conciliation, le droit de grève sera ouvert, conformément à la modification de la Loi sur le personnel intervenue le 1^{er} juillet dernier.» Dans la foulée, le SSP rapporte encore qu'il a lancé une pétition de soutien. ■

Pétition de soutien sur: ssp-fribourg.ch



Le 14 juin, plus de 120 personnes, salariées de la vente pour la plupart, avaient manifesté à Nyon contre l'extension des horaires le samedi. Avec ces slogans: «Ne touchez pas à nos samedis!», «Le week-end est sacré, il l'est pour nous aussi!», «Pour faire taire les vendeuses, tous les moyens sont bons!», «Augmenter les horaires: non, non, non! Augmenter les salaires: oui, oui, oui!».

Un débat public contradictoire sur les enjeux de la votation a lieu ce soir, mercredi 11 septembre à 20h, à la salle du Conseil communal, place du Château, à Nyon. Il est organisé par NRTV et *La Côte*, avec la participation de Marisa Benedetto, présidente de la SIC, Daniel Rossellat, syndic de Nyon, Sacha Vuadens, membre du comité référendaire, et Yves Defferrard, secrétaire régional d'Unia Vaud.

POING LEVÉ

JEUNESSE ABÎMÉE

Par Manon Todesco

L'année passée, quand Donald Trump a décidé de dissuader l'immigration clandestine aux Etats-Unis en séparant les enfants de leurs parents et en les plaçant dans des centres de rétention différents, le monde s'indignait. A juste titre. Emmanuel Macron, lui, s'est montré peu bavard sur le sujet. Et pour cause: la France, aussi, est un pays où l'on enferme les mineurs, en raison de leur statut migratoire ou de celui de leurs parents. Plus précisément, ils étaient 208 dans cette situation en France métropolitaine en 2018, selon l'association militante La Cimade. L'année d'avant, on en recensait 305 dont la moitié avait moins de 6 ans, soit environ sept fois plus qu'en 2013. Du côté de Mayotte, département français d'outre-mer, 4285 gamins sont passés par ces prisons qui ne disent pas leur nom en 2017...

Certes, on est encore bien loin des 168 centres américains pour rétention de mineurs, abritant plus de 13 000 enfants et adolescents. De même, en France, les familles ne sont pas séparées. Mais toute proportion gardée, le principe reste le même, à savoir punir les enfants pour des actes commis par leurs parents. Les conséquences sur ces gosses aussi. Les études sont formelles: l'enfermement constitue un traumatisme majeur pour ces enfants, quelle que soit sa durée, et il a des répercussions graves sur leur santé physique comme psychique; ainsi que sur leur développement. Sans oublier le risque élevé d'être exposé à diverses formes de violences. Raison pour laquelle La Cimade et ses alliés, Amnesty International et l'Unicef entre autres, ont lancé une pétition il y a déjà quelques mois pour exiger que plus aucun enfant ne soit placé en centre de rétention administrative en France. Plus de 150 000 signatures ont déjà été récoltées, mais la bataille n'est pas finie*.

La patrie dite des Droits de l'homme méprise ouvertement ceux des enfants. En enfermant de la sorte des mineurs, même «seulement» quelques jours, la France viole la Convention internationale des droits de l'enfant, traité le plus ratifié au monde, qui fête par ailleurs ses 30 ans en 2019. Le fait qu'elle a été condamnée à six reprises depuis 2012 par la Cour européenne des droits de l'homme pour avoir enfermé des enfants en centre de rétention n'a pas l'air de chagriner les élus à la tête du pays. Au contraire, selon La Cimade, depuis l'arrivée de Macron au pouvoir, «on enferme tous azimuts». Pourtant, en Europe, ils sont seulement trois pays à agir de la sorte. A la France, s'ajoutent la Serbie et la Hongrie. Autrement dit, les autres Etats parviennent à gérer les flux migratoires sans mettre des enfants derrière les barreaux et sans violer le droit international. Peut-être la France pourrait-elle en prendre de la graine, au lieu de continuer à mener une politique migratoire agressive, au prix d'une jeunesse abîmée. ■

*Pour signer la pétition: agir.lacimade.org/retention

Anne Onidi
Photos Thierry Porchet

Le temps d'une heure, on oublie les fiches et les cahiers. Ici, les rôles s'inversent et, devant le tableau noir, ce sont les enfants qui interrogent les adultes. Des écoliers assis en fer à cheval qui revêtent chacun le rôle de détective. Dans cette enquête d'un genre particulier, ils doivent démasquer trois femmes en découvrant les métiers qu'elles exercent. Les femmes se tiennent assises en rang face à eux, au centre. Chacune d'elles porte une pancarte colorée arborant un numéro. Pour l'heure, leur identité se limite à un chiffre. Elles la déclineront dans un second temps, lorsque les élèves se seront concertés. D'ici là, place aux questions. «Numéro 1, est-ce que vous travaillez avec des enfants?» «Non.» «Numéro 3, est-ce que vous portez un uniforme?» «Non.» «Numéro 2, votre métier est-il dangereux?» «Parfois.» Les écoliers, tous âgés d'environ 10 ans, prennent leur mission au sérieux. A chaque réponse, ils reportent scrupuleusement le nouvel indice récolté. Celui de Numéro 2 les met sur la voie... Pour elle, ils ont reçu une liste de professions dont une est la bonne. Un métier parfois dangereux... Ils peuvent donc biffer ingénieure, danseuse, banquière. Reste ambulancière, pompière et pilote d'avion. Ils flairent la piste et creusent le sillon. «Sauvez-vous des vies?» «Avez-vous des entraînements réguliers?» «Portez-vous un équipement spécial?» L'état se resserre. Numéro 1, quant à elle, laisse échapper un «Oui!» enthousiaste quand on lui demande si elle fait des additions dans son travail. Une scientifique, à coup sûr! Ou alors une intellectuelle... Quand on lui demande si elle est sous les projecteurs, Numéro 3 répond par la négative, en nuancant avec espièglerie: «Enfin, de mon chef, si.» Ah! Nouvel indice: elle n'est donc pas actrice de cinéma.

LE POUVOIR DES MODÈLES

Ce projet a germé dans l'esprit de sa créatrice, Andrea Delannoy, en 2017. «En fait, c'est une longue histoire qui remonte à mon arrivée en Suisse, en 2003. Je venais de Roumanie et j'ai été très surprise de voir qu'ici, beaucoup de femmes ne travaillaient pas. Pas en dehors de la maison, je précise, et j'insiste beaucoup sur ce point, car j'ai moi aussi travaillé comme maman au foyer. Il faut dire que dans mon pays d'origine, cette ségrégation horizontale n'existait pas. En 2010, j'ai cofondé une association nommée "Elargis tes horizons" à Genève, visant à promouvoir les disciplines scientifiques et techniques auprès des filles. C'est lors de rencontres entre femmes scientifiques et jeunes filles que j'ai pu observer le pouvoir d'inspiration que les modèles exercent sur les jeunes. Pour la première fois, ces filles faisaient le lien entre la science et le quotidien par le biais de ces femmes auxquelles elles pouvaient s'identifier. De là, j'ai eu envie d'aller plus loin, en présentant tous les métiers à tous les enfants afin de leur permettre d'envisager un avenir professionnel passionnant, affranchi des images préconçues. Cette idée, j'ai cherché sur Google si quelqu'un l'avait déjà réalisée. Par chance, il n'y avait encore rien de tel en Suisse, donc j'ai foncé. Et je constate que ça fonctionne vraiment. Un jour, un petit garçon a conclu l'animation par un "Quand je serai grand, je serai policière!"»

APPLAUDISSEMENTS ÉLECTRIQUES

Pour le projet pilote de Mod-Elle, le collège primaire de Mon-Repos, à Lausanne, a servi de terrain d'explo-



Numéro 3, Numéro 2, Numéro 1. Face à la classe, les bénévoles de Mod-Elle répondent à l'interrogatoire des enfants qui, indice après indice, tentent de découvrir leur métier.



«QUAND JE SERAI GRAND, JE SERAI POLICIÈRE!»

L'association Mod-Elle propose des animations dans les écoles primaires. Son but: lutter contre les stéréotypes qui limitent les choix de carrière. Immersion, juste avant les vacances d'été, dans une classe de sixième

ration. Retour donc dans la salle de classe, où se tient la vingtième animation du genre. Réunis en trois groupes, les élèves ont terminé leur délibération et attendent le verdict avec une impatience perceptible. Dans une atmosphère frémissante, ils guettent le retour imminent des trois volontaires, qui ont quitté la salle le temps des discussions. Leur enseignant tient impeccablement le rôle d'animateur qui lui a été confié: «Applaudissez-les pour les faire venir! Vous allez connaître leur vraie identité et savoir si vous avez trouvé juste!» Les yeux rivés sur la porte, les élèves obtempèrent. Et lorsque les trois femmes arrivent, les applaudissements redoublent; il faut dire que, dans l'intervalle, elles se sont changées pour revêtir leurs habits de travail. «Yes!» entend-on éclater ça et là. Les présentations peuvent donc commencer avec Numéro 1, vêtue d'une blouse blanche et arborant des lunettes de laboratoire: «Moi, je m'appelle Natalie et je suis

chercheuse – ou chercheuse – en police scientifique à l'Université de Lausanne.» Suit Numéro 2, dans un uniforme spectaculaire, bien trop chaud pour cette journée de canicule: «Moi, c'est Frédérique, je suis sapeur-pompier volontaire à Epalinges.» Et enfin Numéro 3, qui tient à la main d'énigmatiques boîtes en carton: «Moi, c'est Emmanuelle et je suis directrice en télécommunication.»

FAIRE CONNAISSANCE

Toujours par petits groupes, les enfants ont dix minutes de discussion avec chaque volontaire, Emmanuelle dévoile le contenu des boîtes qu'elle a apportées: le premier natel de l'histoire, énorme, et le plus récent. Répondant aux questions des élèves, elle leur présente son métier: «J'ai deux équipes qui travaillent pour moi, une en Suisse romande et une au Tessin. Leur tâche est d'aller chez des clients, de leur demander s'ils sont contents avec leur téléphone et si on peut

faire quelque chose pour eux. Je voyage beaucoup et le train est un peu mon bureau. J'ai la chance de parler l'allemand, l'italien et l'anglais.» Lorsqu'une élève lui demande quel métier elle rêvait de faire, enfant, elle réfléchit et sourit. «Je voulais être actrice. Et parfois, je me dis que ce que je fais, comme parler avec beaucoup de gens, c'est quand même du grand cinéma!» A côté, un groupe discute avec Frédérique, pompière. «Ça vous choque de voir une fille chez les pompiers?» leur demande-t-elle. «Non, pas du tout, répond un garçon, surtout après la grève des femmes. C'est très bien, d'ailleurs à un tournoi de foot, j'ai vu plein de... comment on dit déjà... de pompières?» A l'issue des dix minutes de partage, les enfants auront appris que pompières (si, si!) et pompiers ne font pas qu'éteindre des feux, mais aussi sauvent des animaux tombés dans les piscines ou les fosses à purain, qu'ils font de l'aide au portage et des massages cardiaques. «Trop bieeeen!» A la table du troisième groupe, des filles

uniquement, l'ambiance est pétillante. Natalie leur présente son métier de chercheuse en sciences criminelles qu'elle exerce dans un laboratoire. La discipline attise leur curiosité: «Donc vous êtes l'héroïne des films qu'on voit à la télé!» «Oui, mais en réalité, ça va beaucoup plus lentement et on apporte juste une petite réponse qui va aider la police ou le juge dans leur enquête.» Pendant que des filles se barbouillent les doigts de stylo feutre pour prendre leurs empreintes digitales, l'échange continue autour des différentes sciences. «Mon papa, il est informaticien!» «C'est très bien, nous aussi, on a beaucoup d'informaticiens qui analysent les traces numériques sur les ordinateurs et les téléphones.» De cette rencontre, une élève conclura: «En fait, c'est pas vraiment comme dans les films – et ça c'est triste – mais elle fournit des indices et ça donne très envie de faire ce métier.»

STÉRÉOTYPES EN TOUS GENRES

L'envie et le plaisir, ce sont les deux flambeaux que les trois bénévoles transmettent à la troupe à la fin de cette heure d'animation. «N'oubliez jamais que, dans la vie, c'est toujours possible. Il faut écouter la petite flamme en soi et ne pas l'éteindre», leur dit Emmanuelle, une femme d'exception dans un environnement masculin. Jeu de mots mis à part, ce n'est pas Frédérique la pompière qui la contredira, elle qui a dû se battre, en parallèle à sa vie professionnelle et familiale, pour se faire une place dans un «univers macho». Les bénévoles ressortent remplies de cette expérience enrichissante et discutent avec Andrea autour d'un verre en terrasse. «A l'issue de ce projet pilote, les retours des enseignants, des parents et de la direction des écoles sont dithyrambiques. C'est magnifique, dès la rentrée, on va pouvoir passer la vitesse supérieure.» Une année atypique pour cette battante qui a assisté à toutes les animations, engrangeant ainsi les anecdotes: «Certaines mod-elles cumulent les stéréotypes, ainsi cette avocate noire qui, même après avoir répondu aux questions et revêtu sa robe d'avocate, s'est retrouvée étiquetée chanteuse de gospel.» Pas de doute, Mod-Elle a de beaux jours devant elle. ■

Envie d'être bénévole? D'en savoir plus?
Inscription et renseignements sur: mod-elle.ch



Andrea Delannoy, un engagement pour aller au-delà des clichés.



Dévoilées! Emmanuelle est directrice en télécommunication, Frédérique pompière et Natalie chercheuse en police scientifique.



Par petits groupes, les enfants découvrent les métiers des trois femmes.

NETTOYEURS À BOUT DE SOUFFLE

A Zurich, des femmes et un valet de chambre demandent à l'Hôtel Sheraton de leur proposer des contrats fixes afin de mettre fin à la précarité de leur emploi

Manon Todesco

Le 30 août, depuis tôt le matin, sept femmes de chambre et leur collègue masculin de l'Hôtel Sheraton de Zurich se sont mis en grève, las du stress massif qu'ils subissent au quotidien. En cause, la charge de travail démesurée et les pressions exercées par leur employeur, une entreprise sous-traitant les tâches de nettoyage. «Une équipe de deux agents doit nettoyer jusqu'à 75 chambres par jour, informe Norma Giannetta, secrétaire syndicale en charge du dossier à Zurich. C'est mission impossible! Sans oublier les changements de planning à la dernière minute, le manque de matériel et la manipulation de produits toxiques sans que leur soient fournies des protections adéquates.» Le problème n'est pas nouveau, ajoute

la syndicaliste. Depuis plus d'un an, les employés en question exigent des conditions de travail décentes. Mais au lieu de s'améliorer, la situation s'est dégradée. En témoignent les humiliations et les récents licenciements devenus monnaie courante. Si la direction a reconnu lesdits problèmes lors d'une série de discussions et promis des améliorations, elles sont restées sans suite. «L'hôtel se décharge en disant que ce ne sont pas leurs employés!» Après plusieurs mois d'attente, les nettoyeurs sont passés à l'action en débrayant. «Le personnel a appris que l'Hôtel Sheraton avait rompu leur contrat avec l'entreprise de nettoyage pour laquelle il travaillait. Ils n'ont plus que deux mois devant eux, la situation est donc d'autant plus urgente.» Leur revendication est claire: se voir proposer des contrats fixes par l'hô-



«Pas un abus de plus! Stop à l'humiliation! Non au racisme!». Les sept femmes de chambre et leur collègue masculin de l'Hôtel Sheraton à Zurich se sont mis en grève le 30 août pour dénoncer leurs conditions de travail.

tel afin que l'établissement «assume enfin ses responsabilités» et gère les conditions de travail. «Il y a des postes ouverts, souligne Norma Giannetta. Pour les autres, nous demandons que la nouvelle entreprise reprenne le personnel.» Actuellement payés 18,80 francs de l'heure, les employés sont soumis aux fluctuations du volume de travail. «Ils doivent cumuler



deux ou trois boulots pour s'en sortir. La conciliation entre vie privée et vie professionnelle est très difficile.»

NÉGOCIATIONS EN COURS

A la suite de cette journée d'action, Unia et la direction du Sheraton ont entamé des négociations. «Le processus va être long car tout est supervisé par la chaîne à laquelle il appartient, à sa-

voir Marriott.» Norma Giannetta reste toutefois déterminée. «Ces travailleurs sont dans une situation de grande précarité. Depuis la grève, ils subissent des pressions qui deviennent insoutenables, ils sont à bout. Il est vraiment urgent que les choses bougent et que leurs conditions de travail s'améliorent.» ■

La lutte pour une politique climatique durable et juste s'élargit

La première manifestation nationale du climat aura lieu le 28 septembre à Berne, avec le soutien des syndicats, dont Unia

Textes Aline Andrey

Trois semaines avant les élections fédérales, l'Alliance climatique organise la première manifestation nationale du climat, le samedi 28 septembre à Berne. «Nous disons haut et fort aux politiciens et aux politiciennes que leurs décisions, aujourd'hui et dans les années à venir, ne concernent rien de moins que nos moyens de subsistance futurs. Nous attendons de l'action plutôt que seulement des mots!» écrit l'Alliance regroupant plus de 80 organisations, des domaines de l'environnement,

du développement, des Eglises, de la jeunesse, et l'Union syndicale suisse (USS). Au cœur de cette mobilisation, trois revendications centrales: une politique climatique cohérente, la sortie des énergies et des investissements fossiles, la justice climatique pour une vie digne pour toutes et tous dans le monde entier. Dans cette lutte contre le réchauffement climatique, pour la biodiversité et des conditions de vie dignes, les syndicats ont un rôle important à jouer, comme le souligne Lars-Florian Tödter, en charge de la mobilisation au sein de l'Alliance climatique: «Ecologie et conditions de

travail vont ensemble. Nous demandons la justice climatique pour que la transition ne se fasse pas au détriment des travailleuses et des travailleurs.» Et d'ajouter: «Avec cette manifestation, nous voulons montrer la diversité et l'ampleur de la mobilisation face à l'enjeu climatique. L'urgence de la situation présuppose d'élire un Parlement qui porte une politique climatique ambitieuse.»

SOUTIEN D'UNIA

Mais quel est l'engagement d'Unia? Nico Lutz, membre de la direction, développe: «Unia offre un soutien concret en termes d'organisation, et en participant aux coûts de la manifestation nationale, après avoir donné son soutien officiel en juin.» A l'occasion de son assemblée des délégués, une résolution sur la grève climatique portée par la Jeunesse Unia a en effet été adoptée. Il y est fait mention de la solidarité du syndicat avec le mouvement environnemental international: «Il incombe aux syndicats de porter dans les entreprises la résistance apparue dans les écoles et dans la rue face à la destruction de notre planète (...). En plus d'être dommageables pour notre planète, la croissance illimitée et la surproduction par rapport aux besoins humains lèsent les travailleurs et les travailleuses, les apprenties et les apprentis, et les stagiaires (...). Unia doit s'efforcer de formuler des solutions qui montrent clairement qu'une société durable peut fonctionner sans démantèlement social, et même seulement avec des avancées sociales. Une approche possible résiderait dans la réduction du temps de travail qui s'impose de toute urgence (...). Des salaires minimums, des biens durables et abordables, ainsi que la lutte contre la flexibilité à outrance du temps de travail, constituent d'autres aspects sur lesquels Unia doit insister, dans sa lutte pour une société durable.»

Pour Eric Ducrey, président de la construction et vice-président d'Unia Fribourg, les syndicats doivent se positionner activement: «La question climatique concerne tout le monde, donc bien sûr les salariés. Nous devons soutenir la cause écologique, participer à cette transition, avant qu'on ne doive se battre pour empêcher les effets négatifs. Nous sommes encore au tout début

de notre engagement.» Le groupe de mobilisation fribourgeois – constitué de la Grève du climat, Extinction Rebellion, Unia et les Grands-parents pour le climat – a fait une demande pour que les Transports publics fribourgeois soient gratuits le 28 septembre. Plus largement, dans chaque région, les syndicats invitent leurs membres à

soutenir le 27 septembre la grève estudiantine mondiale et à manifester le lendemain au niveau national. ■



La manifestation nationale du 28 septembre sera précédée, la veille, d'une nouvelle grève du climat dans plusieurs villes de Suisse.

INFOS SUR LES MOBILISATIONS

- Manifestation nationale, 28 septembre, 13h30, Schützenmatte (à côté de la gare), Berne. Plus d'informations sur: klimademo.ch; alliance-climatique.ch
- Les membres d'Unia peuvent contacter leur secrétariat pour obtenir un soutien financier pour le déplacement en train jusqu'à Berne.
- Des trains supplémentaires sont prévus ce jour-là, avec un quota de billets dégriffés. Depuis Genève, à 10h56 via Nyon, Morges, Lausanne et Fribourg. Retour à 17h17.
- Des itinéraires à vélo sont proposés sur: ibiketomoveit.ch
- Informations sur les grèves du climat du 27 septembre: climatestrike.ch
- Informations sur les actions de blocage d'Extinction Rebellion dans neuf villes suisses du 9 au 20 septembre (dont Fribourg, Martigny, Neuchâtel, Genève, Delémont et Lausanne): facebook.com/XRSwitzerland ■

«LA SENSIBILISATION DU MOUVEMENT SYNDICAL EST NÉCESSAIRE»

Trois questions à Joël Varone, ancien secrétaire syndical d'Unia Genève, nouveau secrétaire de la Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS).

Comment les syndicats se mobilisent-ils pour le 28 septembre et plus largement pour une société durable?

A Genève, des tractages syndicaux sont prévus. Les jeunes nous ont sollicités à maintes reprises pour un soutien et pour qu'on se fasse le relais de leurs préoccupations auprès des travailleurs. La sensibilisation du mouvement syndical est nécessaire. Avec le mouvement Climatestrike (grève du climat, *ndlr*), on réfléchit à un cahier de revendications syndicales. Il s'agit d'articuler des mesures qui parlent aux travailleurs et qui font le lien avec le dérèglement climatique, sans sanctionner les salariés. La CGAS s'est déjà positionnée par rapport aux placements du 2^e pilier dans une charte, encore à consolider.

Comment appréhender le monde du travail sous l'angle de l'écologie?

La protection des salariés est essentielle, notamment dans la construction en cas de canicule. Les limites doivent être plus claires pour pouvoir arrêter les travaux. Les déplacements professionnels qui contribuent aux émissions de CO₂ doivent être repensés, les frais de déplacement en transports publics être remboursés entièrement par l'employeur. Une réflexion sur le type d'emplois doit également être menée. La proposition de reverdir la ville est une mesure écologique qui permet la création d'emplois. Mais la question des sociétés polluantes est très vaste. Les multinationales, comme Glencore par exemple, polluent peu en Suisse, car elles n'y ont que leurs bureaux pour rapatrier les bénéfices. Une usine de mécatronique pollue beaucoup, mais la délocaliser en Chine n'aurait aucun sens.

Que penser de l'idée des jeunes pour le climat d'appeler à une grève générale?

Heureusement qu'une jeunesse mobilisée et consciente de l'enjeu nous parle d'une grève générale. Ce n'est pas faire acte d'utopie, mais comprendre l'urgence et qu'un levier se trouve au niveau du mode de production: Que produit-on? Pourquoi? Comment? C'est le nerf de la guerre. Ces jeunes sont conscients que la thématique climatique doit être amenée sur les lieux de travail. Cela ne va pas se faire en un claquement de doigts, car ce mouvement de grèves estudiantines a encore peu pénétré dans le monde syndical et le monde du travail. Nous, les secrétariats syndicaux, devons créer le lien. ■

L'USINE GARDY RESSUSCITE LE TEMPS D'UNE EXPOSITION

La Bibliothèque de Genève consacre une expo de photos à la défunte entreprise et à ses travailleurs

Jérôme Béguin

Jusqu'au 26 octobre, la Bibliothèque de Genève nous propose une plongée dans le quotidien ouvrier du XX^e siècle. L'exposition «Travailler à l'usine» présente une sélection de clichés pris entre 1918 et 1958 chez Gardy. Spécialisée dans la fabrication de matériel électrique, cette entreprise a exploité jusqu'en 1975 un site sur les terrains de l'ancien vélodrome de la Jonction, qui a employé jusqu'à 800 personnes dans les années 1960. En 1997, alors que la société rejoignait le giron du groupe ABB, le mécanicien de précision et président de la commission du personnel, Vincent Kessler, et un ancien directeur, Marc Winiger, ont pris l'initiative de sauver le fonds photographique de Gardy. Six cents images ont été transmises au Collège du travail, qui les a inventoriées et numéri-

sées. Commandés par la direction aux photographes Max Kettel et Albert Grivel, ces clichés rendent compte du processus de production, ils montrent des ouvriers et des ouvrières s'activant sur des presses, des fraiseuses et des tours ou dans des ateliers de conditionnement. D'autres images nous entraînent dans les bureaux et les lieux destinés aux pauses. Une vue du service de planification, avec des murs couverts d'étiquettes, est frappante: voilà comment on gérait les plannings avant l'arrivée de l'ordinateur. Certes les revendications du personnel ne sont pas prises en compte dans ce travail photographique, même si l'on voit la commission ouvrière rencontrer le patron. Dans ces locaux lumineux et bien rangés, où les travailleurs sont très appliqués, transparaissent pourtant, en filagramme, la pénibilité et la monotonie du travail, en particulier pour



Un apprenti au laboratoire électrique en 1953.

les femmes qui semblent exclues des postes à responsabilité et séparées des hommes jusque dans les années 1950. Cet accrochage a cependant le mérite de mettre le monde de l'usine à l'honneur et de révéler un pan trop méconnu de notre patrimoine.

SOIRÉE LE 19 SEPTEMBRE

En marge de l'expo, une soirée exceptionnelle est prévue le 19 septembre dès 18h dans la salle Ami Lullin de la Bibliothèque de Genève avec, notamment, les témoignages de Vincent Kessler, Ernst Fuhrer, ancien chef d'équipe et vice-président de la commission du personnel de Gardy, et Fabienne Kühn, ancienne membre du comité directeur d'Unia. ■

Visite de l'expo:

«Travailler à l'usine. Photographies de l'entreprise Gardy (1918-1958)», du lundi au vendredi de 9h à 18h, samedi de 9h à 12h, jusqu'au 26 octobre, 1^{er} étage de la Bibliothèque de Genève (Promenade des Bastions), entrée libre. Conférence le jeudi 19 septembre de 18h à 19h15, puis vernissage officiel de l'expo. Informations sur: <https://collegedutravail.ch>



Organisation du travail à l'usine Gardy en 1956: le planning.

AGENDA UNIA

GENÈVE

PERMANENCE POUR PERSONNES SANS STATUT LÉGAL

Horaires: mardi et jeudi de 16h à 19h.

La permanence a lieu au syndicat.

GRUPE DES RETRAITÉS

Sortie à Laupen

Le groupe d'intérêts des retraités organise une sortie le **jeudi 3 octobre à Laupen**.

Rendez-vous à 8h15. Départ à 8h30.

Retour prévu à Genève 18h30.

Coût total de la sortie: 60 fr. par personne.

Inscriptions au plus tard **jusqu'au 16 septembre**.

Au menu: salade de doucette avec œufs et croûtons, suprême de poularde sauce chasseur, riz de Camargue et garniture de légumes, parfait aux framboises. Vins de la région, café, eaux-minérales.

Nombre de participants limité à 50.

Bulletin d'inscription

Sortie à Laupen, le mercredi 3 octobre.

Nom/Prénom:

Tél.:

Adresse:

Nombre de personnes:

Merci de retourner le coupon-réponse complété au plus tard le 16 septembre à: Unia, GI Retraité-e-s, chemin de Surinam 5, case postale 288, 1211 Genève 13.

Troisième marche du CAD

Le groupe des retraitées et retraités d'Unia Genève vous invite à participer à la 3^e marche du Centre d'animation et de détente de Genève (CAD) à l'occasion de la Journée internationale des personnes âgées. Cette marche aura lieu: **dimanche 29 septembre**.

Au programme: arrivée en fanfare, partie officielle, grillades et salades offertes aux marcheurs par le CAD.

Programme des courses:

Course n°1 - Temps de marche 1h15;

Course n°2 - Temps de marche 2h10;

Course n°3 - Temps de marche 2h45:

Rendez-vous à 8h15 devant la Brasserie du Centre Commercial 1219 Le Lignon, départ à 8h30.

Course n°4 - Temps de marche 55 minutes;

Course n°5 - Temps de marche 1h30:

Rendez-vous à 9h30 au terminus du tram 14, station P+R Bernex, départ 9h45

Inscriptions jusqu'au 16 septembre par

bulletin d'inscription ou par e-mail:

amindj@bluewin.ch ou par tél: 022 796 67 77

Bulletin d'inscription (pour chaque personne)

Marche du CAD du 29 septembre

Nom:

Prénom:

Tél.:

Adresse:

Temps de marche:

NEUCHÂTEL

CAISSE DE CHÔMAGE

Invitation à une information sur l'assurance chômage dans les locaux d'Unia:

Neuchâtel: le mardi 17 septembre à 16h.

La Chaux-de-Fonds: le jeudi 19 septembre à 16h.

LA CHAUX-DE-FONDS

GRUPE DES RETRAITÉS

Repas

Comme chaque année, nous vous invitons à venir déguster notre traditionnelle fondue le

mercredi 25 septembre dès 11h30.

Ce repas aura lieu à la salle St-Louis (à côté de l'église du Sacré-Cœur). Prendre le bus de l'Hôpital, arrêt Stavay-Mollondin.

Inscriptions: Didier Gigon, tél. 032 968 63 08 ou portable 079 385 37 55 dès le 15 septembre (vacances du président). **Délai d'inscription:**

21 septembre. Au plaisir de vous revoir!

LE LOCLE

GRUPE DES AÎNÉS

Course pédestre du 19 septembre

Chers amis marcheurs et non marcheurs,

Cette année, nous ne vous proposons pas une

marche mais la **visite du Musée Vie d'antan**,

à la Voie Bournez entre le Gardot et Montlebon.

Départ, marcheurs et non-marcheurs:

Le Locle, place du Rubis à 9h pour la Voie Bournez, via le Prévoux, le Cerneux-Péquignot, le Gardot.

Dîner au restaurant du Bas du Cerneux.

Au menu: salade, jambon cuit à la cheminée, gratin, légumes de saison, dessert.

Prix: 22 fr. comprenant l'entrée du musée et le repas.

Dans l'attente de vous rencontrer nombreux, nous vous présentons nos meilleures salutations. Pour le comité: RV

Bulletin d'inscription

Course pédestre du 19 septembre

Nom:

Prénom:

Inscrit Marcheur(s).

Avec voiture: oui / non

Places disponibles

Inscrit Non marcheur(s).

Avec voiture: oui / non

Places disponibles

Inscrit repas.

A retourner à Roland Vermot, Envers 39, 2400 Le Locle, **avant le 12 septembre** dernier délai.

Les femmes d'Unia dans la course à Monthey

Vingt militantes et secrétaires syndicales ont participé à La Montheysanne en solidarité avec les femmes atteintes de cancer



Sylviane Herranz

Enthousiasme! C'est le moins que l'on puisse dire pour qualifier le sentiment des participantes d'Unia à la course La Montheysanne, dont la 8^e édition s'est déroulée le dimanche 25 août à Monthey. «Cette année, 2101 coureuses ont pris part à l'événement. L'équipe d'Unia était constituée de 20 femmes dont une qui a tordu le cou à ce foutu cancer l'an dernier!», raconte Sandra Previti, secrétaire syndicale dans le Bas-Valais. Depuis plusieurs années, elle regroupe autour d'elle collègues et militantes pour être de cette course, dont le but est de lutter contre l'isolement des femmes atteintes de cancer en leur offrant des activités durant l'année. Pour cette nouvelle édition, plus de 5000 personnes étaient sur place.

«Nous avons pu profiter d'une magnifique ambiance, où solidarité, soleil et bonne humeur étaient au rendez-vous. Je tiens à remercier Magaly Lambert, présidente de l'association La Montheysanne, son staff et tous les bénévoles sans qui cette journée n'existerait pas», souligne la syndicaliste, précisant que son équipe a parcouru les 5 kilomètres de la catégorie défi d'entreprise. L'année dernière, grâce à la course et à l'engagement de l'association, 33 000 francs ont pu être reversés à la Ligue contre le cancer.

Sandra Previti donne rendez-vous le 23 août 2020 à toutes les femmes qui souhaitent venir gonfler les rangs de l'équipe d'Unia pour la 9^e édition La Montheysanne. ■

BRÈVE

SAIGNELÉGIER QUEL SOCIALISME POUR DEMAIN?

A quelques semaines des élections fédérales du 20 octobre, le Café du Soleil de Saignelégier a mis sur pied un prologue qui se tiendra le dimanche 15 septembre à 10h15. Au menu: une conférence-débat animée par Raphaël Chalverat, responsable de la rédaction de RFJ. La rencontre sera introduite par Jean-Claude Rennwald, qui présentera à cette occasion son ouvrage, *Socialiste un jour, socialiste toujours* paru ce printemps aux Editions de l'Aire.

Les participants au débat seront les Jurassiens Elisabeth Baume Schneider (PS), candidate au Conseil des Etats et Joakim Martins (JSJ), candidat au Conseil national, et les Neuchâtelois, Silvia Locatelli (PS), candidate au Conseil des Etats, et Denis de La Reussille (POP), candidat au National et aux Etats. Un apéritif sera offert aux participants à l'issue du débat, et Jean-Claude Rennwald dedicacera son livre. ■ **L'ES**

TRANSJURANE

PROGRAMME D'ACTIVITÉS

12 septembre - Sortie annuelle. Visite de Camille Bloch à Courtelary. Org. Région.

19 septembre - Dîner friture de sandre. Cabanes des Pêcheurs à Frinvilier. Inscriptions au numéro:

032 489 21 34. Org. groupe Jura bernois.

10 octobre - Comité romand. Lausanne.

Représentants: Denis, Raffaele, Robert et Paulette.

17 octobre - Sortie automnale. A définir. Org. groupe Jura bernois.

13 novembre - Saint-Martin. Restaurant de la Cigogne à Miécourt. Org. Ajoie.

21 novembre - Assemblée du groupe et dîner à 11h. Bocciodrome de Corgémont. Org. groupe Jura bernois.

27 novembre - Comité et assemblée générale des retraités. Restaurant du Jura, Bassecourt. Org. région.

VALAIS

SYNDICAT ET CAISSE DE CHÔMAGE

Sierre: 027 602 60 00, fax: 027 602 60 40.

Sion: 027 602 60 00, fax: 027 602 60 20.

Martigny: 027 602 60 00, fax: 027 602 60 60.

Monthey: 027 602 60 00, fax: 027 602 60 80.

HORAIRES

Permanence téléphonique: du lundi au vendredi de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h30.

Ouverture du guichet: du lundi au vendredi, de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h.

PERMANENCES SYNDICALES

Sierre: du lundi au vendredi, de 8h30 à 9h30.

Lundi soir, de 17h à 19h.

Sion: du lundi au vendredi, de 8h30 à 9h30.

Jeudi soir, de 17h à 19h.

Martigny: du lundi au vendredi, de 8h30 à 9h30.

Jeudi soir, de 17h à 19h.

Monthey: mardi et vendredi, de 9h30 à 11h30.

Mardi soir, de 17h à 19h.

AVIS À NOS LECTRICES ET LECTEURS!

En raison du Jeûne fédéral, *L'Événement syndical* ne paraîtra pas la semaine prochaine. Nous vous donnons rendez-vous le mercredi 25 septembre. ■

La rédaction

1600 personnes exigent la réintégration du délégué horloger licencié

Mercredi dernier, la pétition signée durant l'été en faveur de Mickaël Bédard, congédié pour ses activités syndicales, a été remise à la direction de l'entreprise Dubois Dépraz à la vallée de Joux

Sylviane Herranz

Plus de 1600 signatures exigeant la réintégration de Mickaël Bédard, jeune horloger et syndicaliste licencié en juin dernier, ont été remises à la direction de l'entreprise Dubois Dépraz au Lieu le 4 septembre. Constituée de Noé Pelet, responsable de l'industrie à Unia Vaud, de Camille Golay, secrétaire syndicale à la vallée de Joux, et du jeune ouvrier concerné, la délégation a été reçue par le directeur de l'entreprise, Pierre Dubois, ainsi que le directeur de la production et le responsable des ressources humaines. «Nous avons remis la pétition et exprimé la demande qu'elle contient, soit l'annulation du licenciement et la réintégration de Mickaël Bédard dans l'entreprise. Nous attendons maintenant que la direction nous réponde», relate Noé Pelet. Le responsable de l'industrie d'Unia Vaud rappelle l'importance de ces 1600 signatures, récoltées en un temps record et en pleine période de vacances horlogères. Environ 1500 personnes ont contresigné la pétition en ligne et plus de 100 sur papier. «Ces 1600 signataires sont le reflet de la colère face à ce licenciement

antisyndical, qui n'est autre qu'une claire mesure de rétorsion contre un représentant des travailleurs. C'est le signe de l'importante mobilisation qui s'était déjà manifestée en juillet contre cet acte indigne d'une société signataire de la Convention de l'horlogerie, cette dernière prévoyant noir sur blanc la nomination de délégués syndicaux dans les entreprises.»

Le 8 juillet, une centaine de personnes, de la vallée de Joux et d'ailleurs, avaient manifesté devant le siège de l'entreprise horlogère Dubois Dépraz au Lieu. Outre des syndicats et des organisations de gauche, Pierre-Yves Mailard, président de l'Union syndicale suisse, était aussi venu apporter son soutien. Les participants avaient non seulement réclamé la réintégration du jeune horloger, mais également appelé à la mise en place de mesures fermes pour protéger les représentants des travailleurs en Suisse. «Les horlogers de la Vallée exigent un renforcement de cette protection, avec en particulier le droit d'être réintégrés à leur poste et des sanctions bien plus élevées que les un à six mois de salaire d'indemnités existant à l'heure actuelle, précise Noé Pelet. La Suisse doit revoir sa lé-



Au nom des 1600 signataires de la pétition et du syndicat Unia, Noé Pelet, Mickaël Bédard et Camille Golay se sont rendus auprès de la direction de Dubois Dépraz pour exiger l'annulation du licenciement prononcé en juin et la réintégration du jeune horloger.

gislation de toute urgence. Comme l'a révélé l'affaire de la liste noire à l'Organisation internationale du travail*, elle est très mauvaise élève en la matière et totalement irrespectueuse des Conventions sur la liberté syndicale qu'elle a pourtant ratifiées.»

Le syndicaliste ajoute que, pour l'heure, seule une réintégration rapide de Mickaël Bédard par Dubois Dépraz pourra éviter un recours à la justice afin de faire reconnaître le licenciement abusif ayant frappé le jeune délégué syndical. ■

*En juin, la Suisse a été contrainte par l'OIT de relancer les négociations avec les partenaires sociaux en vue de renforcer le cadre légal protégeant l'activité syndicale d'ici à l'été 2020.

Plan social digne de ce nom

Les 41 journalistes du défunt «Matin» dans sa version papier obtiennent un meilleur plan social que celui initial. Le Tribunal arbitral vient de rendre ses conclusions

Textes Sonya Mermoud

Soulagement! Soutenus par les syndicats Impressum et Syndicom, les 41 journalistes du *Matin* disparu, dans sa version papier, en juillet 2018, obtiennent, au terme d'une longue bataille, un plan social nettement plus proche de leurs attentes et des pratiques dans la branche. Le Tribunal arbitral vient en effet de trancher en faveur d'indemnités supérieures à la proposition de Tamedia. «Celles-ci vont de trois à douze mois de salaires soit, globalement, une fourchette plus que doublée par rapport à la mouture initiale, remarque Dominique Dis-

rens, secrétaire centrale d'Impressum, contente de cette issue. C'est un pas dans la bonne direction. Le plan social est raisonnable et juste. Il constitue aussi une forme de reconnaissance des ex-employés du titre.» Autres points positifs soulignés: les personnes licenciées ayant refusé un congé modification bénéficient elles aussi des compensations prévues et les frais de procédure sont placés à la charge de l'éditeur. «Par cette décision, le Tribunal arbitral confirme que les 41 du *Matin* ont eu raison de se battre pour leurs droits. Nous avons investi beaucoup de temps dans cette lutte. L'issue en valait la peine», poursuit la représentante d'Impressum mi-

sant aussi sur un épilogue susceptible de faire jurisprudence. «Les principes de la sentence rendue pourraient s'appliquer à d'autres situations. Cette décision est également une bonne nouvelle pour tous les professionnels de la presse en Suisse.»

BÉMOLS

Si les syndicats ont pris acte avec satisfaction des éléments du plan social, ils déplorent toutefois que seule l'ancienneté et non l'âge des personnes concernées ait été prise en compte sachant les difficultés auxquelles sont confrontés les travailleurs seniors pour retrouver un job. «A ma connaissance, très peu des 41 du *Matin* ont décroché une nouvelle place, bien moins d'une dizaine.» Au chapitre des doléances également, la limitation du mois d'indemnité supplémentaire aux parents dont les enfants n'ont pas plus de 7 ans. Dans un communiqué commun, les deux syndicats ont encore signalé: «En sus des obligations légales du Code des obligations et de la Convention collective – parfaitement ignorées par Tamedia jusqu'à ce jour – ce plan social est la concrétisation d'un principe de responsabilité sociale: l'entreprise a certes le droit de licencier, mais si elle fait des bénéfices, elle doit assumer sa responsabilité. Tamedia a été reconnue comme une entreprise dotée de suffisamment de moyens, et effectuant des bénéfices suffisamment élevés, pour offrir un plan social digne.» Dominique Diserens souligne encore au passage l'importance de pouvoir s'appuyer sur des organisations de travailleurs fortes pour mener à bien des batailles comme celle-ci. ■

GRÂCE À LA LUTTE DES SALARIÉS

«Heureusement que les salariés du *Matin* se sont mobilisés. Sans leur lutte, dont le recours à la grève, ils n'auraient pas obtenu ce résultat. Reste que cette amélioration est insuffisante», estime de son côté Yves Defferrard, secrétaire régional d'Unia Vaud. Le syndicaliste, qui a participé à de nombreuses restructurations et licenciements collectifs, apprécie néanmoins le fait que le Tribunal arbitral ait reconnu Impressum et Syndicom comme parties prenantes de la négociation. «Je suis aussi soulagé de constater que les collaborateurs du journal qui auraient été en arrêt maladie n'ont pas été exclus du plan social. Une pratique qui a tendance à augmenter avec le recours aux avocats dans ce genre de processus.» Si Yves Defferrard salue la décision d'octroyer des indemnités plus généreuses pour les 41 du *Matin*, il trouve toutefois «honteux» qu'une entreprise telle que Tamedia n'ait pas assumé *de facto* sa responsabilité sociale. Que la justice ait dû être saisie. «Un mépris total des employés et du travail fourni... Le recours à un tribunal arbitral n'est pas courant en la matière. Dans tous les cas, on devrait pouvoir exiger de vraies solutions de l'employeur, aussi en matière de remplacement. Et pourquoi avoir conditionné une indemnité supplémentaire seulement aux parents ayant des enfants de 7 ans et moins. Arbitraire.» Moralité: «Dans ce genre de situation, il vaut la peine de maintenir la lutte syndicale le plus longtemps possible. Eviter de passer par un organe de médiation qui étire le processus au risque d'affaiblir la mobilisation. A Unia, nous construisons le plus souvent des rapports de force et parvenons alors à des négociations entre les parties. Il y a davantage de respect du partenariat social.» ■

BRÈVE

NEUCHÂTEL DES EX-EMPLOYÉES DE HEIDI.COM DEMANDENT JUSTICE

Trois anciennes employées de la marque de vêtements neuchâteloise Heidi.com demandent justice à la suite de leur licenciement, qu'elles estiment abusif. S'ajoute une quatrième ex-employée qui s'adresse aussi au Tribunal des prud'hommes pour un licenciement immédiat injustifié. L'histoire remonte à janvier dernier, quand ces quatre employées dénoncent le harcèlement d'un cadre, bras droit de la directrice actuelle, dont elles sont victimes, au conseil d'administration de la société. Ce dernier décide alors de licencier l'homme incriminé sur-le-champ. Jusqu'ici tout va bien... Sauf que, peu de temps après, c'est au tour des trois femmes d'être congédiées, puis dans un second temps, de la quatrième. Les raisons officiellement avancées sont de type structurel, l'entreprise essuyant des difficultés financières. Reste que, parallèlement, le cadre mis en cause revient par la petite porte dans la boîte, c'est-à-dire avec un mandat externe. Et d'autres mandats auraient aussi été proposés à des personnes extérieures. Pour le secrétariat neuchâtelois d'Unia, qui suit les différentes affaires au Tribunal des prud'hommes, tout porte à croire que ces cas relèvent de licenciements repréaillés, en d'autres termes «abusifs», à la suite de leur dénonciation du harcèlement sexuel auprès du conseil d'administration (qui a depuis été remanié) de Heidi.com. Affaire à suivre. ■ AA



Les 41 du *Matin* se sont battus pour faire entendre leur voix, comme ici en février dernier devant la tour Edipresse à Lausanne. 200 jours s'étaient déjà écoulés depuis la mort du titre et les négociations pour un plan social étaient au point mort.

DES GLACES QUI VOUS VEULENT DU BIEN

Hanno Schatz s'est lancé le défi d'importer le savoir-faire de la traditionnelle «paleta» mexicaine à Lausanne, 100% artisanale, bio et même éthique. Le succès est à la hauteur du goût!

Textes Manon Todesco
Photos Thierry Porchet

Kalan, en maya, signifie prendre soin, protéger. L'*alebrije*, figure de la mythologie mexicaine choisie en guise de logo, veille quant à elle sur les hommes dans leurs rêves. Faire du bon tout en faisant du bien, telle est la philosophie de *Kalan Paletas*. Lancée officiellement en 2017, l'entreprise de Hanno Schatz commercialise ses premières glaces à l'été 2018. Artisanales, elles sont entièrement fabriquées à Lausanne avec des ingrédients naturels, bio et issus du commerce équitable. Le jeune maître *paletero* a imaginé pas moins de vingt-sept parfums différents, du plus classique au plus original, en sorbet, crème glacée ou les deux! Pour n'en citer que quelques-uns, coco-fruit de la passion, chocolat-dulce de leche, concombre-citron, fleur d'hibiscus-framboise, fraise-crème à la meringue, chasselas, j'en passe et des meilleures...

Tout commence en 2016. «Je travaillais depuis plusieurs années chez Nestlé au marketing et j'avais besoin de changement.» Avec sa compagne Anaïs, tous deux amoureux d'évasion et de plongée, ils partent faire le tour du monde pendant un an. «Elle étant Franco-Mexicaine, nous sommes restés longtemps au Mexique, où j'ai mangé beaucoup de *paletas*. En Suisse, on trouve essentiellement des glaces à l'italienne ou des glaces industrielles, bourrées de sucre. Je voulais faire quelque chose de différent, et ça a été le déclic.» Hanno Schatz retournera ensuite quelques semaines au Mexique pour être formé aux secrets de fabrication de la traditionnelle *paleta*.

DES «PALETAS» PAR MILLIERS

Un peu plus d'un an après la première glace vendue, *Kalan Paletas* est présente dans une centaine de points de vente dans le pays. «Nous avons franchi le cap des 61 000 *paletas* vendues récemment», se réjouit le jeune

paletero. «J'étais convaincu que ça allait marcher, mais pas aussi vite!» L'Allemand d'origine n'a pas chômé pour mener à bien son projet en terres vaudoises. «Au début, je travaillais jusqu'à 16 heures d'affilée, j'ai passé des nuits entières dans mon laboratoire. C'est très physique, c'est aussi devenu mon sport», s'amuse-t-il. Les efforts auront payé. Cet été, Hanno Schatz et ses deux employés auront produit et vendu environ 4000 bâtonnets par semaine. Selon lui, le secret d'une bonne glace, c'est la très bonne qualité des ingrédients qui la composent. «Tout est bio et le plus local possible, c'était important pour moi en termes d'empreinte écologique. Les fruits sont de saison et achetés mûrs, et je fabrique moi-même différents sucres.» Le résultat est imparable: des glaces avec du goût et moins de sucre. Pour un sorbet, comptez 48 kcal par *paleta*.

BONNE ACTION

En plus de régaler les papilles, *Kalan Paletas* a une dimension éthique. Pour chaque glace achetée, l'entreprise reverse 5 centimes à l'ONG mexicaine Alternare, qui forme les communautés rurales à l'agriculture biologique et à la protection de l'environnement. «C'est ma manière à moi de changer un peu le monde. J'ai beaucoup appris du Mexique qui m'a transmis un savoir-faire, du coup je voulais qu'une partie de mon business lui revienne. Ma femme et moi avons choisi ensemble l'ONG, je m'y suis rendu pour voir comment ils travaillaient et savoir où l'argent allait. Leur devise est d'apprendre à vivre de la forêt, tout en la soignant.» A ce jour, plus de 3100 francs ont déjà été récoltés. «J'espère être une entreprise plus consciente et, pourquoi pas, inspirer d'autres personnes.»

PROJET PROMETTEUR

Dans le rush estival, Hanno Schatz, devenu par ailleurs papa tout récemment, a du mal à se projeter sur le long terme. Ses défis? Optimiser sa produc-



Tombé en amour pour le Mexique, sa culture et ses glaces, Hanno Schatz a lancé Kalan Paletas en 2017. A ce jour, plus de 61 000 bâtonnets ont déjà été vendus.

tion, trouver des nouveaux clients ou encore pousser la porte des festivals. «Ce qui est sûr, c'est que je ne m'arrêterai pas là. J'ai aussi des demandes pour être présent dans d'autres pays, mais je vais déjà me concentrer sur le marché suisse.» Si la tâche est de taille, Hanno Schatz ne regrette rien: «Aujourd'hui, je suis plus qu'un numéro dans une multinationale, le contact humain, que ce soit avec les clients, les autorités ou les agriculteurs qui me fournissent, est extraordinaire.» ■

Infos pratiques

Vente directe:
Place de la Riponne à Lausanne,
tous les jeudis de 12h à 19h.
Plus d'infos et autres points de vente en Suisse:
kalanpaletas.ch
facebook.com/kalanpaletas
alternare.org

LA «PALETA», DE A À Z

Dans son laboratoire, Hanno Schatz carbure à plein régime. «Le plus long dans la fabrication des *paletas*, c'est la préparation.» A savoir éplucher les fruits ou les légumes, dont les sorbets sont composés entre 75 et 85%, les couper ou encore les presser. Préparer les sucres, en poudre ou liquides, les meringues et autres pop-corn maison. «Nous réalisons entre quatre et six recettes par semaine.» Aujourd'hui, notre maître *paletero* s'attaque à la confection de *paletas* chocolat au lait-dulce de leche. Il élabore un premier mélange à base de crème, de lait et de sucre, auquel il rajoute une autre base, composée de chocolat, de sucre et de lait. Après avoir été mélangée, la crème au chocolat est transvasée dans une série de moules. L'étape du fourrage de la confiture de lait, artisanale bien évidemment, est gardée secrète. Après avoir disposé les bâtons dans la préparation, les *paletas* sont plongées pendant 30 minutes dans un bain de glycol à -28 degrés, après quoi elles pourront directement être emballées, stockées ou... dégustées. ■



Préparation des ingrédients.



Incorporation de la base chocolat.



Mélange de la crème.



Remplissage des moules.



Disposition des bâtonnets.



Après le bain froid, c'est prêt!